

de Lapointe (M. Grégoire). Je me suis un peu informé de ce qui se passe à Porto Rico et je m'aperçois que les Portoricains n'ont même pas de voix électorale au Congrès américain; ils ne peuvent aucunement participer à la politique internationale des États-Unis et sont pratiquement des coloniaux. Je ne crois pas que ce soit dans cette voie-là que le Canada doit aujourd'hui s'engager.

Nos ancêtres se sont lancés à la conquête d'un monde nouveau, un monde physique. Le monde d'aujourd'hui est plus complexe, plus nuancé, mais notre culture doit être assez forte pour y pénétrer, pour se propager et partager la responsabilité. Le Québec est en train de refaire ses forces.

Nous, du parti conservateur, croyons fermement qu'un Québec rénové—rénové dans tous ses éléments—participera pleinement à l'œuvre canadienne et cela de tout son cœur français, fier et généreux. Il tendra la main à tous ses frères canadiens, dans l'œuvre commune qui nous intéresse tous.

Nous sommes un peuple d'Amérique et c'est sur la largeur de ce continent que nous forgerons l'avenir et attendrons ce destin que nous a désigné la Providence.

Voilà, monsieur l'Orateur, le message que nous voulons vous transmettre. Nous croyons que nous avons en main, nous de ce côté-ci de la Chambre, les armes nécessaires à la réalisation de ce programme.

D'autre part, m'appuyant sur tous les arguments que je viens d'avancer, je soumets que le gouvernement ne mérite plus la confiance de la Chambre et que l'amendement doit être accueilli favorablement.

(Traduction)

M. Arnold Webster (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, je désire féliciter les parrains de l'Adresse en réponse au discours du trône, et féliciter également les chefs de tous les partis pour leur excellente participation au débat de la semaine dernière.

Toute personne réfléchie au Canada, aujourd'hui, a conscience d'une crise dans l'éducation qui présente de graves problèmes à tous les niveaux du gouvernement. Malgré cela, on cherche en vain l'admission de cette vérité dans le discours du trône. La brève mention des prêts aux étudiants fait double emploi avec les dispositions déjà prises par la plupart des gouvernements provinciaux. Ce geste pitoyable révèle qu'on n'a rien compris à la gravité de la situation à laquelle font face les administrateurs de l'enseignement supérieur d'un bout à l'autre du Canada. Le problème primordial, celui d'une aide supplémentaire aux universités, est laissé complètement de côté.

La présente génération est aux prises avec les conséquences du taux élevé de la natalité après la seconde guerre mondiale, et d'un ac-

croissement continu de la proportion d'étudiants qui poursuivent leurs études après l'âge où ils ont droit de quitter l'école. Un autre facteur de l'inscription accrue dans nos écoles a été ces dernières années le flot régulier d'immigrants. A ces considérations il faut ajouter la conviction toujours croissante que, pour survivre à l'âge technologique, la démocratie doit mettre en valeur au maximum le talent de tous ses membres. On admet généralement aujourd'hui que la force industrielle du pays dépend non seulement de l'ingéniosité et de l'imagination d'une élite mais, encore, du talent et de la compétence du plus grand nombre.

L'égalité des chances a toujours été tenue pour l'un des nobles idéaux de la démocratie. Mais au Canada, en ce qui concerne l'éducation, cet idéal est loin d'avoir été réalisé. Les inégalités dans les chances d'emploi entre les provinces et entre les centres urbains et ruraux sont manifestes. Dans certaines parties du Canada des enfants grandissent avec une fraction seulement des avantages dont on jouit en matière d'éducation dans d'autres régions du pays, et ces différences résultent de simples accidents géographiques. Il est vraiment triste de devoir dire que la qualité de l'instruction qui s'offre aux garçons et aux filles du Canada dépend de l'endroit où ils vivent en ce vaste pays. Le temps est révolu où la plupart des gens passaient toute leur vie dans la collectivité qui les avait vus naître. Aujourd'hui, le déplacement des familles d'une partie du Canada à l'autre est chose commune. La main-d'œuvre est devenue extrêmement mobile. Chacun connaît des douzaines de gens natifs de l'Ouest qui travaillent en Ontario, de natifs de la Nouvelle-Écosse qui sont établis dans les provinces des Prairies où ils ont des emplois en Colombie-Britannique. Ainsi, les inégalités dans les chances de s'instruire ont un effet considérable dans la vie adulte, quand il s'agit de la concurrence.

Une indication fondamentale de la qualité d'un programme d'instruction est la somme d'argent qu'on dépense annuellement par élève. En 1961, les sommes qu'on a dépensées dans diverses provinces variaient de \$378 en Alberta et de \$373 en Colombie-Britannique à \$141 à Terre-Neuve et à \$162 dans l'Île du Prince-Édouard, la moyenne des dix provinces s'établissant à \$286. Ainsi, une province dépensait par élève trois fois autant qu'une autre.

L'élément de dépenses par élève se rattache étroitement à un autre élément, les qualités de l'enseignant. Il en est peu qui nieront que le maître exerce l'influence la plus considérable sur un enfant à l'école. Cependant, la proportion des enseignants qui détiennent un grade universitaire va de 37.4 p. 100, dans une province, à 7.7 p. 100 seulement dans une